

Bulletin
édité par le Syndicat
national des Travailleurs
de la
Recherche Scientifique
(S.N.T.R.S.-C.G.T.)

ISSN 0180-5398

CP 50050

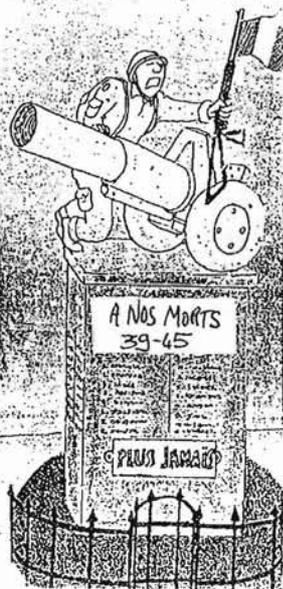
Directeur de la publication
Jean OMNES
25, rue de chevrouse
91400 ORSAY

SPECIAL
PAIX
DESARMEMENT

N° 321
AOUT
1995

B B R S

Dissuadons la course française aux armements nucléaires



Dessin extrait de la Revue "Le LAMPADAIRE"

EDITO

La reprise des essais nucléaires militaires est l'objet de ce dossier proposé par le SNTRS-CGT pour renforcer notre aptitude à peser dans la balance du côté de la paix. L'enjeu -côté français- n'est-il pas de choisir ou non d'aller vers le désarmement nucléaire ? En tant que travailleurs de la recherche mesurons-nous assez bien les éléments suivants :
-- un laser mégajoule "de simulation" vaut 10 milliards de Francs, soit un budget CNRS (masse salariale incluse)
-- la série d'essais annoncée aussi...

En même temps, le budget de l'Etat ne permet pas de "tenir" le financement du livre blanc de la défense ni de maintenir le financement ou renforcer l'embauche dans la recherche civile.

De plus la simulation de la fusion, financée par les ressources militaires, interdit du coup le développement des programmes de recherche fondamentale dans ce domaine de la conquête de nouvelles sources d'énergie.

La retombée de cette recherche en kaki sera le secret et le retard pour les civils.

Tous les moyens réunis pour la mise au point de nouvelles armes doivent être consacrés à la reconversion des labos et industries concernés et au développement de la recherche sur le désarmement à préparer, avant que ce ne soit trop tard : les mauvais exemples existent.

Refuser les essais n'est pas baisser une garde nucléaire plus que suffisante, ne contribuant d'ailleurs pas à la résolution des conflits en cours.

Refuser les essais c'est promouvoir un développement socio-économique d'avenir. Il n'y a pas de simulation sans essais. Avec la diversité des opinions, la force des arguments que vous trouverez plus loin : marquons des points. Nos collègues du monde entier nous écoutent.

François CLAPIER

Voir "NATURE" du 20/7/95.

SNCS

Paris, le 7 juillet 1995

Jean OMNES
Secrétaire général du SNTRS-CGT
25, rue de Chevreuse
91405 ORSAY

SYNDICAT
NATIONAL
DES
CHERCHEURS
SCIENTIFIQUES

Cher Camarade,

La CA du SNCS s'est réunie le 30 juin et a débattu des élections au CA du CNRS. Elle a pris acte de vos décisions de CE. Elle a considéré que :

- l'existence d'une liste commune SNCS-SNTRS-SNPCEN serait un élément très positif pour renforcer, dans le contexte que l'on sait, les luttes communes entre chercheurs et ITA.
- les actions des deux dernières années ont confirmé la convergence des positions du SNCS et du SNTRS. L'élaboration d'une plateforme commune ne devrait donc pas poser problème. En tout état de cause, il nous apparaît souhaitable d'approfondir et de développer nos relations.
- les progrès du SNCS en collèges A et B chercheurs, comme ceux du SNTRS dans le collège ITA, donnent la possibilité, mais non la certitude, d'obtenir deux sièges pour une liste commune.

Toutefois, la CA a estimé, pour les raisons qui suivent, que la tête de liste devrait être l'élu SNCS sortant :

- tout d'abord, le SNCS (qui va sans doute avoir plus de la moitié des élus chercheurs au Comité National) ne peut prendre le risque de ne pas être présent au Conseil d'Administration,
- par ailleurs, le score du SNCS était significativement supérieur à celui du SNTRS lors de la dernière élection. De ce fait l'élu sortant est SNCS.
- enfin ne pas placer l'élu SNCS sortant en tête de liste serait perçu, par les chercheurs, comme un désaveu de son action.

Dans le cas d'une liste commune, la CA vous propose que les Conseils d'Administration soient préparés en commission, que la liste obtenue ait un ou deux élus.

Bien amicalement.

Pour la Commission Administrative,
Laurent DIANOUX
Secrétaire général du SNCS

**ELECTIONS
AU
CONSEIL
D'ADMINISTRATION
DU
CNRS
septembre
octobre
1995**

C.G.T

SNTRS

25, rue de Chevreuse
91400 ORSAY

TELEPHONE : 69 07 60 13
TELECOPIE : 69 07 50 05

SYNDICAT NATIONAL DES TRAVAILLEURS
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Orsay, le 10 Juillet 1995

A la Commission Administrative
du SNCS

Notre Commission Exécutive du 22 juin avait fixé le cadre minimum pour une liste commune SNCS - SNTRS-CGT - SNPCEN-FSU :

- qu'il y ait accord sur le programme,
- que le SNTRS-CGT étant un syndicat intercatégoriel, il revient à lui seul de choisir ses candidats,
- que la tête de liste soit membre du SNTRS-CGT.

Les conditions pour une telle liste commune n'étant pas remplies, le SNTRS-CGT présentera une liste seul.

Comme vous, nous considérons qu'une liste commune aurait été un élément positif pour le renforcement de l'action face aux dangers qui menacent le CNRS et l'ensemble des personnels. Nous regrettons d'autant plus qu'elle ne puisse exister.

La présence d'un élu du SNCS et d'un élu du SNTRS sera un élément important pour la défense de l'organisme et des personnels.

Au cours des mois passés nos deux organisations, au CNRS, à l'INSERM et à l'INRIA, ont joué un rôle essentiel dans le développement de l'action. Elles ont vu leur activité reconnue par une progression aux élections. Pour notre part nous sommes décidés à tout faire pour créer les conditions d'un mouvement unitaire de grande ampleur pour empêcher l'application d'une politique qui met en cause l'existence même du CNRS et met en danger les personnels.

Comme vous nous pensons que le renforcement du syndicalisme de lutte est indispensable. Le SNTRS-CGT y prendra toute sa place. Nous souhaitons également, indépendamment de ces élections, approfondir et développer un travail en commun.

Dans l'attente de nous rencontrer, nous vous adressons notre salut amical.

Pour le Bureau National du SNTRS-CGT

Jean Omnès
Secrétaire Général

**Conformément
au vote
de la
Commission
Exécutive,
le SNTRS-CGT
présentera
seul
une liste au CA
du CNRS,
les conditions
pour une
liste
commune
n'étant
pas réunies.**

Au nom de tous les hommes

Cent soixante-dix-huit pays ont discuté de désarmement à New-York. En jeu, la non-prolifération nucléaire. D'énormes intérêts aussi. Une négociation vitale pour la paix.

A ce jour, la planète abrite encore 50 000 ogives : 1 600 fois la puissance destructrice utilisée lors de la dernière guerre mondiale. Et pendant ce temps, 40 000 enfants meurent de faim chaque jour.

SOMMAIRE

Page 2

ELECTION AU CA du CNRS

Le SNTRS-CGT présentera seul sa liste de candidats.

Pages 4 à 8

ARMES NUCLEAIRES Poser le problème fondamental

Le point sur PALEN
par Jacques TRELIN

Page 9

Les scientifiques contre la reprise des essais nucléaires.

Le SNTRS-CGT appelle ses adhérents à signer et à faire signer largement cet appel.

Pages 10 à 13

DES ARGUMENTS...

Extraits de l'intervention du Pr Rotblat au Colloque "La dissuasion nucléaire en question" du 24/2/95 à l'UNESCO à Paris.
Des documents, des échos, des outils, des livres...

Pages 14 à 16

6 AOUT 1945 HIROSHIMA, IL Y A 50 ANS... ! Plus jamais ça !

Adresser la pétition au Président de la République.
Demandez les affiches, les badges à la FERC-CGT.

La CGT s'assigne pour objet la défense des intérêts matériels et moraux des salariés. Lutter pour la paix et protéger l'intégrité physique des gens relèvent de cette mission. On ne peut se réclamer du progrès social et ignorer ces questions vitales. Les valeurs humanistes imprègnent toute notre démarche et notre histoire. D'autre part, si aucun conflit guerrier ne ressemble à un autre, ils reposent le plus souvent sur des problèmes économiques. Et quasiment tous se nourrissent de la misère et de l'exclusion sociale. Cela aussi nous regarde.

Les sommes faramineuses englouties seraient plus utiles ailleurs que dans la course à la terreur ?

"... Entre 800 et 900 milliards de francs par an dans le monde. À elle seule, la France a consacré 1 000 milliards de francs à sa force de frappe nucléaire depuis l'explosion de sa première bombe, en 1960. Tout compris, elle arrive en tête des pays de l'hémisphère nord pour la part des dépenses militaires dans le budget national. Des choix très lourds en termes financiers qui affectent également l'appareil industriel, trop mobilisé pour la cause, au détriment de fabrications civiles : biens d'équipement et investissement social jugés moins rentables.

La sécurité collective doit reposer sur le désarmement et les coopérations internationales, pas sur l'accumulation d'engins de mort. Notre pays consacre 3 500 francs par seconde à la production de nouvelles armes. L'équivalent des ressources annuelles d'un habitant du Rwanda, en 1990. En remédiant à pareilles anomalies, on éradique des causes de conflit. S'attaquer efficacement au sous-développement exige de ne plus dilapider des sommes folles pour l'armement.

Sans aucun doute. Il convient de réorienter certaines productions militaires. Les possibilités d'application civile de technologies maîtrisées ne manquent pas. Aussi bien dans les transports aériens, maritimes ou terrestres que dans les communications ou l'imagerie médicale. La destruction de tout l'arsenal nucléaire prendra du temps et exigera beaucoup de compétences. Nos syndicats interviennent déjà sur le sujet dans les entreprises concernées. Avec des résultats intéressants. Il s'agit d'un problème complexe. Mais si on met les mêmes moyens de recherche-développement que pour la course aux armements, on trouvera des solutions. Et puis le maintien d'une défense nationale, même revue à la baisse, nécessite celui d'une industrie appropriée..."

Extraits d'une interview de Jacques OBRIET, "chargé de mission" paix et désarmement" à la CGT. paru dans l'HEBDO de l'actualité sociale VO n° 2645.

« TOUTE l'histoire DE LA CGT ATTESTE DE SON
ancrage AU CAMP DES FORCES de paix »
Jacques Obriet, CGT

ARMES NUCLEAIRES: poser le problème fondamental.

Par Jacques TRELIN

Nous publions ce point de vue de Jacques TRELIN, représentant la CGT au CSRT et par ailleurs militant du mouvement pacifiste.

Vous trouverez également dans ce dossier le "Point sur PALEN", document établi avant la décision présidentielle de reprise des essais nucléaires. Ce texte est édifiant sur les raisons politiques, financières des groupes industriels français et américains intéressés à l'affaire ainsi que sur la position, pour ne pas dire pression, des militaires et des experts.

Travailleurs scientifiques nous avons un rôle particulier à jouer dans la transparence des ces affaires majeures pour la sécurité de notre pays et dans le monde et la connaissance de la répartition des budgets militaires. Nous rappelons que nous tenons à votre disposition pour IO F, l'étude de Jacques TRELIN pour l'Appel des Cent "La recherche Scientifique et Technique nationale au service du militaire" (Des extraits de cette études ont été publiés dans le BRS 316 de mars 95)

Pour aussi déplorable et condamnable que cela soit, la décision de la France officielle de reprendre une série de 8 essais nucléaires remet, même involontairement, le Traité de Non Prolifération des armes nucléaires (TNP) sur ses vrais rails. En d'autres termes elle souligne le contenu réel du traité et malheureusement aussi ses limites. Ni l'accord par consensus de 178 pays (168 sur 185 que compte l'ONU et 10 États non membres de cette organisation), ni les deux textes de caractère politique qui l'accompagnent n'interdisent les essais. Il est seulement demandé aux puissances nucléaires officiellement reconnues, d'observer, en attendant un éventuel accord sur ce point. D'ici à fin 1996, une extrême réserve. Enfin et surtout, peut-être, l'arme nucléaire n'est toujours pas prohibée.

Cette situation d'ensemble appelle à la réflexion.

Dans le passé le TNP a-t-il été utile ? La réponse est évidente : c'est OUI. Le traité, en effet, a joué un rôle de frein dans la prolifération nucléaire ; ce n'est pas un mince mérite. Cela étant, il n'a pas empêché une importante prolifération verticale : le nombre de têtes nucléaires est aujourd'hui infiniment plus important qu'il ne l'était en 1970. De même il n'a pu empêcher une certaine prolifération horizontale : accès à l'arme de l'Afrique du Sud, d'Israël, de l'Inde, probablement du Pakistan.

Le TNP c'est quoi ? Des Etats qui ne possèdent pas l'arme nucléaire et qui s'engagent à ne pas chercher à s'en doter, des

Etats qui possèdent l'arme et qui s'engagent à ne pas livrer de technologies ou de matières nucléaires de qualité militaire à des pays qui n'ont pas cette arme et qui chercheraient à se la procurer officiellement ou clandestinement. De ce fait, que cela plaise ou non aux pacifistes que nous sommes, le TNP confère à cinq États, dotés par ailleurs du droit de veto à l'ONU, un statut juridique de puissance nucléaire. Quant au fameux article 6, il aurait dû conduire au désarmement, y compris nucléaire, mais il est resté lettre morte depuis 27 ans.

Juridiquement rien interdit donc à un Etat possesseur de la bombe et signataire du TNP de procéder à des essais, pas plus aujourd'hui qu'hier. Cela explique, si l'on peut dire l'attitude de la Chine et aussi, bien malheureusement, celle de la France officielle.

A partir d'un rapport dit d'experts, remis au Chef de l'Etat il y a maintenant 18 mois, et dont les conclusions ont été rendues publiques récemment afin de préparer l'opinion publique, l'actuel Président de la République renoue avec les essais en vraie grandeur. Sous couvert de nécessités techniques : sûreté des armes, préparation à la simulation en laboratoire, validation des têtes nucléaires en gestation comme celles destinées aux missiles M5 qui devraient équiper les SNLE-NG (Sous-marins Nucléaires Lanceurs d'Engins de Nouvelle Génération).

Cette décision est grave, inacceptable. Par les implications politiques extérieures, qu'elle aura, notre pays va se retrouver dans

une situation isolationniste. La France ne sortira pas grandie de l'épreuve. De plus, cette décision peut relancer la course aux armements et être un encouragement donné à certains pays qui rêvent de l'arme nucléaire. **Un devoir donc pour tous les pacifistes : agir avec détermination pour une remise en question de cette décision.**

Au titre des préoccupations majeures figure par ailleurs la simulation en laboratoire : le TNP et les textes qui l'accompagnent n'en disent mot. Aucun Etat durant la conférence de New York n'y a fait référence. Or, celle-ci altérerait profondément un futur accord international (que nous appelons de tous nos vœux) portant sur l'interdiction définitive des essais et que la France s'est engagée à signer le moment venu.

La simulation, sorte d'essais nouvelle manière, ne permet aucune possibilité de détection. C'est déjà le cas pour les essais en vraie grandeur de un ou deux kilotonnes, mais avec la simulation en laboratoire, cette situation se généraliserait. Et puis quel contrôle sur la prolifération entre laboratoire ? Comment empêcher des transferts de spécialistes ou de connaissances scientifiques et technologiques d'un laboratoire à un autre. C'est déjà le cas, partiellement, entre les USA, le Royaume-Uni et la France, voire la Russie.

Dire par exemple qu'on s'oppose aux essais tout en militant pour la simulation en laboratoire, s'apparente à de l'hypocrisie. La simulation correspond à la mise au point de nouvelles armes nucléaires par d'autres moyens et pour de nouveaux objectifs. Se lancer dans la simulation c'est tourner le dos aux engagements de principe pris à New York, c'est continuer les tricheries par rapport aux textes internationaux. Or, les études et réalisations préliminaires aux outils de la simulation en laboratoire sont lancées partout, parfois depuis longtemps comme aux USA par exemple.

En France ce sont des accélérateurs pour imageries X, un laser mégajoules, des ordinateurs massivement parallèles, etc... 10 milliards de francs sont d'ores et déjà prévus pour la seule période 1995/2000.

On sait déjà que pour certains types de bombes, il n'y a plus besoin d'essais, l'Afrique du Sud en est d'ailleurs un exemple, on pourrait aussi rappeler que la bombe d'Hiroshima n'a jamais été essayée avant son emploi. Alors, si à brève échéance (au moins à terme) la simulation en laboratoire suffit à la mise au point des armes, une question d'importance se pose aux mouvements

pacifistes : les essais en vraie grandeur sont-ils encore la question centrale du désarmement nucléaire ? Dans les conditions scientifiques, technologiques, politiques d'aujourd'hui, n'est-ce pas l'existence même de l'arme nucléaire qui est la question primordiale, le problème fondamental ?

Présentement, l'arme nucléaire est une arme de destruction massive. A-t-elle une utilité ? Si oui, des essais peuvent s'expliquer, si non rien ne peut la justifier. La réponse à cette question est d'importance. Comment, entre autre, expliquer que l'on en soit arrivé à considérer que des armes de destruction massive comme les armes chimiques et bactériologiques sont illicites alors que ce n'est pas le cas pour les armes nucléaires ? Aucune justification militaire ne peut être avancée pour l'utilisation de l'arme nucléaire vis à vis d'un pays qui ne la possède pas. Par ailleurs quel pays possesseur de l'arme nucléaire menace nos intérêts vitaux ? Aucun. Dans ces conditions, éliminer tout risque de prolifération ou d'utilisation de l'arme nucléaire, c'est de rendre illicite l'arme en question. Bien entendu des contrôles efficaces s'imposent car il y va de la sécurité collective. Pourquoi la résistance à cette mesure d'élimination de la part des pays possesseurs de l'arme en question ? C'est qu'en fait, avant d'être une arme de caractère militaire elle est une arme politique, une arme de domination. Un mythe aussi, la radioactivité fait peur alors que celle-ci, dans les armes actuelles, ne serait pas la cause principale du nombre de morts en cas d'utilisation de l'arme. Les effets destructeurs de l'arme nucléaire sont presque essentiellement mécaniques et thermique (1).

C'est pourquoi le mouvement pacifiste, tant attaché à la paix, à l'entre-aide, à la coopération entre les peuples, doit-il, pour ne pas être en retard d'une guerre (si le terme est permis ici) bien voir que la question fondamentale est bien celle de l'existence de l'arme nucléaire en tant que telle. Il y va de son efficacité. Au nom de la lutte, oh combien justifiée, contre les essais, il ne faut pas laisser dans l'ombre le sujet principal. Finalement n'est-il pas temps d'en revenir au contenu de l'Appel de STOCKHOLM ?

(1) Schématiquement on peut dire que dans l'arme nucléaire 50% de l'énergie produite se retrouve sous forme de souffle, 35% sous forme thermique et 15% sous forme radioactive (5% initiale, 10% résiduelle).

AVRIL 1995 : le point sur PALEN

Depuis de nombreuses années les Etats-Unis se sont préparés à la simulation des essais nucléaires en laboratoire avec leur programme AGEX (Above Ground Experimente). De nombreux essais nucléaires spécifiquement réservés à la collation de données de base auraient été pratiqués. En France la DAM (Direction des Applications Militaires du CEA) s'est lancée dans un programme de simulation en laboratoire vers 1989/1990 et ce programme est devenu officiel en 1991 : PALEN (Préparation A la Limitation des Essais Nucléaires).

Lorsque ce programme fut lancé il s'agissait, pour les militaires de se préparer à une limitation du nombre des essais nucléaires pour satisfaire certaines exigences politiques et non de s'inscrire dans l'optique d'un abandon pur et simple de ces derniers. La situation a évolué depuis en ce sens que des négociations sur le CTBT (Comprehensive Test Ban Treaty), l'arrêt complet des essais nucléaires, ce sont engagés en janvier 1994 à Genève. A partir de là, une réflexion s'est imposée sur le contenu précis et le but final de PALEN en cas de signature du CTBT avant l'an 2000. Encore convient-il de souligner que les militaires espèrent que le CTBT permettra quelques souplesses en terme d'essais.

Dans les conditions d'aujourd'hui la DAM estime que l'on peut faire trois hypothèses :

- essais + PALEN
- pas d'essais, mais PALEN
- pas d'essais et pas de PALEN.

D'après les militaires la troisième hypothèse conduirait inéluctablement à la disparition des forces nucléaires crédibles à la fin de la vie des systèmes actuels vers l'an 2015. Toujours selon ces derniers, rien dans les textes officiels ou les déclarations des responsables politiques ne donne de vraisemblance à cette hypothèse.

Ce sont donc les deux premières hypothèses qui font l'objet de réflexions et d'études poussées qui devraient déboucher au cours de l'année 1995 sur un plan de travail concret à moyen et long terme.

Pour le moment, la DAM n'exclue aucune des données liées à ces deux hypothèses et table même sur la possibilité de bénéficier, au moins pour un temps, des avantages de la première : Essais + PALEN, car le CTBT (

n'est pas lié au renouvellement pour une durée illimitée ou non du TNP (*Traité de Non Prolifération des armes nucléaires*)

Présentement la DAM s'est préparée à une campagne d'essais. On parle ici et là de la possibilité d'une rafale de 3 essais au cours du 2ème semestre de 1995 conformément aux instructions données au niveau gouvernemental. Bien entendu exécuter une instruction gouvernementale de se préparer à... ne signifie pas que les tirs auront lieu. Une incertitude demeure : la décision que sera amenée à prendre le prochain Président de la République.

Pour la DAM, il n'est pas exclu que dans le cadre du CTBT un certain nombre d'essais à basse énergie puissent avoir lieu. Par exemple des tirs de 10, 20 ou 100 tonnes. En tout cas c'est ce qui a été retenu dans l'hypothèse 1. De même les militaires considèrent comme peu probable que les responsables politiques du pays décident¹ fermer le Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP) à court ou moyen terme. En effet, dans la mesure où la dissuasion nucléaire reste le pilier de la défense nationale et qu'il est difficile d'imaginer le contexte international des années 2010 ou 2015 (fin de validité des systèmes actuels) les militaires estiment que la France pourrait être conduite à faire la démonstration qu'elle a la capacité de mettre en jeu des armes nucléaires. D'où, selon eux, le peu de vraisemblance d'une fermeture du CEP d'autant plus que cela serait irréversible. Selon la DAM la conservation de la disponibilité du champ de tir conduit à prévoir de procéder à des expérimentations régulières, même s'il ne s'agit que de tirs hydronucléaires de faible énergie.

Rappelons au passage que le maintien en l'état du champ de tir actuel entraîne une dépense de 2 milliards de francs par an.

Essais et réalisation de charges nucléaires demandent de la matière, notamment de la matière fissile. Actuellement ce sont les deux réacteurs d'irradiation, les deux "Célestins", implantés à Marcoule (Gard) qui assurent la production de tritium et de plutonium (retraitement des combustibles dans UP1). Ces deux réacteurs arrivent en fin de vie. Pour la militaires il convient donc de penser à les remplacer.

Deux projets sont à l'étude depuis le début de 1994 :

- un réacteur : "PASCAL"
- un accélérateur : "TRISPAL".

Les projets détaillés seraient présentés fin 1997, début 1998, pour que le gouvernement prenne une décision pour l'un ou l'autre projet. Le ministère de la défense considère les études de faisabilité engagées comme une priorité. La DAM a une préférence pour le projet d'accélérateur dans la mesure où cela lui apporterait un avantage d'indépendance pour son approvisionnement en matières fissiles. Les études sur la cible productrice de tritium et de l'accélérateur en tant que tel, capable de fournir un faisceau de protons de forte puissance, ont été lancées avec fébrilité depuis mars 1994 dans divers établissements comme BIII-Limeil-Vaujours-Valduc (établissements militaires) mais aussi dans un établissement civil comme Saclay et chez certains industriels

Parallèlement, la DAM recherche des coopérations avec des pays intéressés par la production de tritium à partir d'accélérateurs de puissance : Etats-Unis et Grande Bretagne. Après cela on pourra apprécier les déclarations de Douglas Hurd, secrétaire du Foreign Office, déclarant devant la conférence internationale pour la prorogation du TNP à New-York, que le Royaume Uni met immédiatement fin à la production de matières fissiles destinées à la fabrication de bombes nucléaires (les Echos du 19.4.95). Production peut-être, mais s'il y a achat ailleurs !!!

La deuxième hypothèse, c'est à dire : pas d'essais nucléaires mais PALEN, se trouve assez bien définie maintenant :

PALEN c'est deux objectifs :

I.

Définir des formules nucléaires stables vis à vis de l'évolution des technologies. En d'autres termes, de bases qui n'évolueront pas ou peu quelle que soit le type d'armes ou de vecteurs, d'où la définition de deux axes :

- PALEN Filières
- PALEN Technologies

II.

La simulation, au sens de la mise en place d'une véritable capacité de prévision des performances, d'où la définition des 3 axes :

- PALEN Physique des armes
- PALEN Numérique
- PALEN Expérimentation

a) PALEN Filières

Le but est de disposer fin 1996, début 1997, de têtes de filières stables, c'est à dire de charges dont le fonctionnement sera, en tout

état de cause, valable pour une longue période quelles que soient les avancées sur les autres composantes de la bombe. Trois filières ont déjà été sélectionnées et les tirs froids sont en cours.

b) PALEN Technologies

Pour l'essentiel il s'agit de questions liées aux amorces stables elles aussi et leur autosécurité. A ce jour 3 explosifs ont été sélectionnés à partir du concept de transférabilité :

- synthèse in situ avec l'EGDN (Ethylène Glycol Dinitrate)
- pâte explosive injectable (PEI)
- mélange binaire avec le mélange acide nitrique/monofluoro dinitro-benzène.

c) PALEN Physique des armes

Plusieurs axes de recherches seront développés notamment la réinterprétation, dans le cadre de la simulation, des données concrètes des essais antérieurs.

d) PALEN Numérique

Deux rubriques distinctes font l'objet de programmes : les codes de calculs et les machines. Les codes actuels concernant les engins, les amorces et les lasers sont en cours de refonte. Les nouveaux codes en sont soit au stade de la validation, soit au stade du cahier des charges pour les moins avancés.

Pour les machines l'orientation prise est de disposer d'ordinateurs massivement parallèles. La mise en place des prochaines machines pourrait se traduire par des dépenses comprises entre 500 millions et 1 milliard de francs.

Pour l'essentiel il s'agira de 3 grandes machines :

e) PALEN Expérimentation

* **AIRIX** (Accélérateur à Induction Radiographique pour Imagerie X) est un accélérateur linéaire qui doit permettre de procéder aux tirs froids à une préparation des amorces plus poussée qu'aujourd'hui.

L'injecteur de la première machine a été commandé aux Etats-Unis et livré début 1994 au CESTA (Centre d'Etudes Scientifiques et Techniques d'Aquitaine).

La collaboration technique concernant cet injecteur s'est établie entre la DAM et le LOS ALAMOS National Laboratory (LANL) des USA qui travaille déjà depuis longtemps sur une machine du type AIRIX. La machine américaine DARHT (Dual Axis Radiographie Hydrotest Facility) fonctionne depuis 4 ans.

La construction de l'injecteur d'AIRIX a été confiée à la société américaine PSI (Pulse Sciences Inc) de San Leandro (Californie) qui avait contribué à l'injecteur d'électrons de la

machine DARHT. L'injecteur ne représente en coût que quelques % d'une machine comme AIRIX. La machine proprement dite (la partie accélératrice est conçue par la DAM et sera réalisée en France). Le coût : sans doute entre 500 millions de francs et 1 milliard de francs. Un deuxième injecteur a été commandé pour une deuxième machine qui serait construite par THOMSON (1999 ?).

Cette société est déjà associée à la réalisation de la première machine.

* LASER MEGAJOULES (LMJ)

Le but recherché est de disposer d'une machine permettant une énergie suffisante pour porter le milieu fusible à des conditions de température et de pression telles que la combustion thermonucléaire devienne significative et contribue aussi elle-même à une élévation notable de la température. En clair, obtenir l'ignition du DT (Deutérium-Tritium), c'est à dire de porter la partie centrale du combustible aux conditions où s'amorcent les réactions de fusion. Les modélisations analytiques confirmées par les simulations numériques montrent que ce laser de puissance devra atteindre de l'ordre de 1,8 Mégajoules.

Ce laser mégajoules remplacera le laser Phébus installé au centre de Limeil et d'une puissance de 8 Kilojoules. Phébus fut le résultat d'une coopération établie en 1981 entre la DAM et le laboratoire de Livermore aux USA. Cette collaboration fut prolongée après 1985 et vient de donner lieu à un accord sur 10 années correspondant à la réalisation du Laser Mégajoules. Ce nouvel accord inclura les études technologiques et d'industrialisation préalable à la construction d'installations qui constitueront le plus grand système laser jamais réalisé. Selon le planing prévu, il faudra une dizaine d'années entre le moment du lancement du laser et son installation, soit à BIII (Bruyères le Chatel : 91) qui est l'établissement du CEA préféré par les militaires pour cette installation, soit au CESTA (Aquitaine) qui sera peut être choisi pour des raisons politiques (Elections d'Alain JUPE comme Maire de Bordeaux ?). Ce qui porte l'installation du LMS à l'horizon 2002/2005.

Jusqu'à présent le coût du LMS souhaité par la DAM était estimé à 5 milliards de francs s'il était réalisé avec les USA, 7 milliards s'il était réalisé par la France seule. On parle aujourd'hui de 10 milliards de francs... On sait qu'il faudra de l'ordre de 350 personnes pour l'exploitation de la machine elle-même et environ 200 autres personnes pour la

confection des cibles, les méthodes de diagnostic, etc...

Le coût ci-dessus ne compte pas les charges supplémentaires pour le déménagement des hommes et des matériels dans le cas d'une installation en Aquitaine. Il n'y a pas si longtemps on estimait la fermeture du Centre de Limeil (qui sera en tout état de cause fermé) à 1 milliard de francs.

* la machine Z-PINCH

Il s'agit d'une machine permettant aux expérimentateurs de disposer d'une source impulsionnelle de rayonnement X intense laissant prévoir d'accéder à l'"installation" de la turbulence se rapprochant des implosions des étages de l'arme moyennant des énergies de 5 MJ (Méga Joules) électriques.

Ainsi donc, se met en place une série d'études et de recherches qui permettront à terme la définition définitive de machines susceptibles de remplacer les essais nucléaires par des simulations. L'objectif final des militaires, malgré l'absence d'essais en vraie grandeur, est d'être assuré d'une sélection de filières nucléaires susceptibles d'être reproduites avec les mêmes garanties de fonctionnement qu'aujourd'hui mais sans essais. Donc, d'avoir la possibilité de disposer d'armes pouvant évoluer dans le futur en fonction des résultats de la simulation et s'adapter à de nouveaux vecteurs, mais en sachant qu'il ne pourra s'agir d'armes fondamentalement nouvelles.

**

Le principal danger de ce programme de simulation sera le maintien des armes nucléaires avec la possibilité d'une certaine évolution. Le renforcement du secret dans les laboratoires notamment des laboratoires civils qui travailleront à façon. Une difficulté supplémentaire de contrôle des échanges entre laboratoires : financement, matériels, matières premières, hommes, etc... et donc une absence de transparence rendant encore plus difficile la "mobilisation" des pacifistes contre ces pratiques.

Les scientifiques contre la reprise des essais nucléaires

Les scientifiques soussignés s'élèvent contre la reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique.

La France possède déjà un arsenal nucléaire très important, l'un des premiers au monde même si une ou deux puissances peuvent afficher des forces nucléaires encore supérieures. Or, la question posée aujourd'hui aux hommes est de mettre un terme complet et définitif à l'accumulation des armes de destruction massive et d'entrer dans une ère de réduction progressive de ces armements pour aboutir, à terme, à leur élimination. La décision du Président de la République d'effectuer huit essais en 1995 et 1996 est contraire à l'esprit d'un tel objectif.

Déclarer que ces huit essais suffiront pour que le programme de défense français puisse ensuite se contenter de simulations en laboratoire ne saurait soulager les inquiétudes que nous éprouvons. Laisser dire que la France a besoin de ces essais car elle ne dispose pas encore des outils de simulation c'est abuser l'opinion et tromper les citoyens car les outils nécessaires sont, outre de gros ordinateurs, des lasers de très grande puissance, équipements dont la France, qui figure déjà parmi les pays les mieux dotés au monde, poursuit le développement. Si les essais sont destinés à obtenir de nouvelles données pour "caler" certains paramètres dans les simulations en cours, c'est que celles-ci préparent la réalisation de nouvelles armes.

La simulation est un outil de travail largement utilisé de nos jours pour la recherche scientifique et technique. Les scientifiques ont appris à se servir des simulations pour mieux comprendre les résultats de leurs expériences et en préparer de nouvelles, plus performantes. L'aller-retour entre les expériences et les simulations ne connaît pas d'autre fin que celle que lui fixe le programme de recherche qui les utilise. Un nombre limité d'essais permettra des simulations qui, à leur tour, suggéreront de nouvelles expériences, de nouveaux essais nucléaires et de nouvelles armes. Cet engrenage ne peut être stoppé que par une décision inspirée par la conviction que cela suffit et que c'est à un autre avenir qu'il faut dès maintenant consacrer ses moyens et ses efforts.

La destruction d'Hiroshima et de Nagasaki, puis le développement incessant des armes nucléaires durant les années "d'équilibre de la terreur", ont gravement atteint l'image que les hommes se font du progrès scientifique. Celui-ci demeure cependant une nécessité dans toutes les branches de la connaissance pour aider à découvrir et à appliquer des solutions aux immenses problèmes d'alimentation, de santé, d'environnement et d'éducation mais aussi d'utilisation et de protection des sols, de renouvellement des sources d'énergie, de réduction de la pollution... Nous ne voulons pas que la terreur nucléaire en vienne un jour à annihiler chez les hommes la volonté de poursuivre l'effort de recherche scientifique. Nous dénonçons le fait que, en ce temps de réduction de crédits, les sommes importantes destinées aux nouveaux essais nucléaires feront défaut à nombre de recherches à vocation humanitaire et pacifique, capables de donner à nos concitoyens une vision plus constructive du rôle de la recherche.

C'est pourquoi, de toute notre force, nous demandons que la décision de reprise des essais nucléaires soit reportée sine die.

"Nous ne voulons pas que la terreur nucléaire en vienne un jour à annihiler chez les hommes la volonté de poursuivre l'effort de recherche scientifique."

Extrait de l'appel.

NOM	Laboratoire
Signature	

Boîte aux lettres : P. Jaegle et A. Sureau, L.S.A.I., Bât. 350, Université Paris-Sud, 91405 - ORSAY Cedex ;
e.mail:pierrejaegle@lsai.u-psud.fr

Le SNTRS-CGT vous appelle à faire signer largement cette pétition.
Communiquer le nombre de signatures au Bureau national par une copie
ou en donnant le chiffre par téléphone.

Du 17 avril au 12 mai 1995, les 178 états parties au Traité de non prolifération des armes nucléaires (TNP) se sont retrouvés au siège de l'ONU à New-York pour se prononcer sur l'avenir de ce Traité arrivé à expiration. Entré en vigueur en 1970, le TNP devait empêcher la prolifération et promouvoir un désarmement général et complet.

Extraits de l'intervention du Professeur **Josef ROTBLAT** Président des Conférences Pugwash sur les Sciences et les Affaires Mondiales au Colloque International "LA DISSUASION NUCLEAIRE EN QUESTION" le 24 février 1995 au Palais de l'Unesco à Paris

Pour tous contacts :

Secrétariat du Comité spécial des ONG pour le désarmement
Geneva : Case postale 50, 1211 Geneva, 20, Switzerland
Tél. (41 22) 733 61 75 - Télécopie : (41 22) 740 10 63

Paris : c/o Appel des Cent - 17/19 place de l'Argonne 75019 Paris
Tél. : (33 1) 42 09 23 78 - Télécopie : (33 1) 42 09 23 50

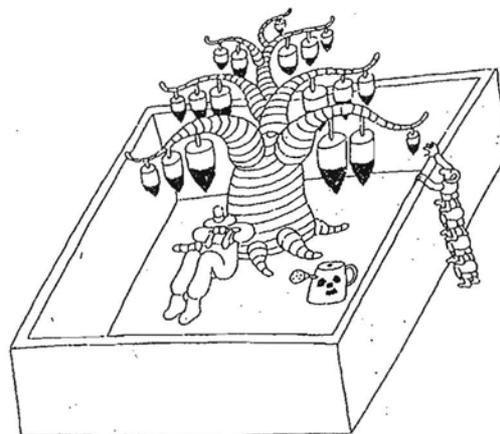
Ce colloque international a été co-organisé par le Comité spécial des ONG pour le désarmement (Genève) et des organisations françaises

Les puissances nucléaires utilisent tous les moyens pour continuer à se reposer sur leurs arsenaux nucléaires. Ils utilisent toutes sortes d'arguments, y compris de dire qu'un monde dénucléarisé serait un monde très dangereux, déchiré par les conflits conventionnels.

Notre tâche, si nous voulons réussir à obtenir un monde dénucléarisé, est de répondre à ces arguments. Nous devons réussir à convaincre ces gouvernements, par des arguments raisonnables, rationnels, qu'il s'agit d'une possibilité réaliste. Nous devons également aider nos amis qui essaient de comprendre cette idée, les aider à dissiper leurs craintes, les convaincre qu'un monde dénucléarisé serait vraiment sûr.

Ce matin, le Commandant Robert Green a parlé de Robert Mac Namara qui a déclaré : "Je suis très en faveur d'un engagement des puissances nucléaires pour un monde sans armes nucléaires dans la mesure où c'est possible". Notez bien les mots "dans la mesure où c'est possible". Il se demande si un monde sans armes nucléaires serait réellement plus sûr, sûr dans la mesure où personne ne violerait un traité abolissant toutes les armes atomiques.

L'un des arguments les plus fréquents contre un monde sans armes atomiques est l'argument dit de "désinvention", ou en d'autres termes, "il est impossible de faire retourner le génie dans la bouteille". Nous ne pouvons plus supprimer de nos cerveaux les connaissances qui nous ont permis de fabriquer des armes atomiques. Même si aujourd'hui nous décidons d'abolir les armes atomiques, même si les puissances nucléaires et tous les états promettent de respecter cet engagement, comment pouvons-nous garantir que de mauvais pays ne violeront pas cet engagement pour fabriquer un arsenal, même très sommaire, qu'ils utiliseront pour faire chanter les autres. Il nous faut répondre à cet argument. Bien entendu, il est impossible de désinventer les armes atomiques. C'est



incontestable. Mais les conclusions qu'on en tire ne sont pas les bonnes. Est-ce parce que nous ne pouvons pas les désinventer que nous devons les conserver pour l'éternité, pour le cas où un autre pays se doterait de ces armes ?

L'un des caractères essentiels d'une société civilisée, est qu'elle est capable de réguler les effets néfastes des progrès de la science et de la technologie par des lois nationales, des traités. Nous faisons cela tout le temps et dans tous les domaines. Sinon, comment pourrions nous régler des problèmes comme celui de la drogue, ou la violence pornographique à l'encontre des enfants, ou même des copies de machines ? Les Nations civilisées peuvent réguler par des lois nationales ou des traités des quantités de matières dangereuses, voire les éliminer totalement.

Les armes atomiques tombent dans cette dernière catégorie. Elles doivent être totalement éliminées. Je pense que le cynisme de l'argument de "désinvention" utilisé par les gouvernements, est flagrant au regard de la Convention des Armes Chimiques qui a déjà été mentionnée plusieurs fois aujourd'hui.

Les armes chimiques ne peuvent pas non plus être désinventées. De fait, il est bien plus facile de réinventer les armes chimiques que les armes atomiques. Les techniques permettant de le faire sont d'utilisation courante. Si un pays veut reprendre leur fabrication, il peut le faire très rapidement et sans difficulté.

Il existe une Convention d'Interdiction des Armes Chimiques, elle n'a pas encore été ratifiée, mais 80 % des pays l'ont signée. Et la France, en particulier, s'est engagé avec enthousiasme en faveur de cette Convention. C'est

pourquoi j'ai beaucoup de mal à comprendre comment cette attitude est compatible avec son opposition à une Convention sur les Armes Nucléaires, sous prétexte de "désinvention".

Ceci dit, vu la puissance destructrice extraordinaire des armes nucléaires, nous devons nous assurer très soigneusement contre les violations d'une Convention. Il s'agit d'un problème très complexe.

Dans mon organisation, la Conférence Pugwash sur les Affaires Mondiales, nous nous penchons sur ces problèmes depuis plusieurs années. Nous avons publié un livre qui résume nos travaux : "Un monde sans armes nucléaires", dont la traduction française sera disponible au printemps 1995 pour 90 FF.

Nous avons discuté de toutes sortes de systèmes sophistiqués de vérification. Je ne puis entrer dans ces détails dans le temps qui m'est imparti, mais je veux vous faire part de nos conclusions.

Un monde libéré des armes nucléaires est non seulement désirable, il est possible.

En plus de tous les arguments qui ont été énumérés aujourd'hui, arguments éthiques, moraux, politiques, émotionnels, je peux vous assurer qu'il existe toute une série d'arguments logiques, capables de convaincre toute personne qui accepte de les entendre, du fait qu'un monde sans armes atomiques serait sûr, plus sûr que le monde actuel et certainement bien plus sûr que le monde que nous aurons d'ici vingt ans, si nous n'avons pas réussi régler le problème de la prolifération.

Le temps est venu. Nous avons la possibilité de placer ceci sur l'Agenda de toutes les puissances nucléaires, et c'est ce que nous devrions faire.

"Ne
jouez pas
avec
la vie
de
l'Humanité".

Militant de la Paix !

Notre camarade Bernard Bouchet, de la section de Poitiers, n'est plus. Ingénieur de recherche première classe, Docteur ès Sciences Physiques, Bernard était certes trésorier de sa section, mais élu au Comité Economique et Social, au Comité Départemental à l'UD CGT. Il avait aussi de nombreuses responsabilités à l'intérieur de l'Ecole Nationale Supérieure de Mécanique Aérotechnique. Bernard était un actif militant du SNTRS-CGT depuis son entrée au CNRS dans les années 60... Nous avons perdu un ami. Nous avons perdu un militant, syndical, mais aussi fervent défenseur de la Paix ! Déjà très malade et hospitalisé à Villejuif, il nous avait fait parvenir les cotisations de sa section en fin 94 et nous avions alors publié son enveloppe du Mouvement de la Paix "Paix et Désarmement" dans le BRS n° 312. Nous profitons aujourd'hui de ce nouveau bulletin spécial en faveur de la paix pour lui rendre hommage.

Reprise des essais nucléaires

ABANDON DU MORATOIRE, ABANDON DOCTRINAL ?

« Lorsqu'un homme politique affirme de manière péremptoire que cinq, dix ou vingt essais nucléaires sont encore nécessaires, la probabilité est grande pour qu'il exprime simplement la confiance intuitive qu'il fait à l'expert lui ayant soufflé ces chiffres », rappelait, dans son premier chapitre, le rapport de la mission d'information de l'Assemblée nationale consacré à la simulation des essais nucléaires en décembre 1993¹. On sait combien les avis des experts, même spécialisés dans le nucléaire, peuvent varier : ainsi, en 1988, avaient-ils inspiré au rapporteur de la commission de défense de l'AN cet avertissement important : « Au moment où des armes plus performantes sont à l'étude, une nouvelle diminution du nombre annuel de tirs aurait des conséquences sur la qualité et les délais de mise au point de ces armes...². Pourtant, dès l'année suivante, le nombre de tirs sera diminué, sans que, à ce que l'on sache, la qualité des armes nucléaires françaises en aient été affectées. Il convient de prendre les experts pour ce qu'ils sont capables d'apporter, — analyser les conditions existantes au moment où on les consulte, non concevoir eux-mêmes une modification profonde des contraintes habituelles du moment.

La décision française de reprendre les essais nucléaires ne peut procéder d'une "contrainte technique". La politique de la France ne se fait pas à la corbeille, elle ne se fait pas non plus dans les laboratoires. C'est donc sur le plan politico-stratégique qu'il faut analyser cette décision.

Comme l'ont démontré immédiatement la totalité des réactions, cette décision est politiquement coûteuse (dégradation des relations avec le Japon et l'ensemble des pays du Pacifique sud et contraction des échanges en vue). Diplomatiquement coûteuse aussi quant à la position de la France dans l'ensemble des négociations internationales : en décidant en 1992 un moratoire des essais qui avait été suivi par les autres puissances nucléaires — à l'exception de la Chine —, la France avait occupé une ligne de crête quant aux négociations nucléaires à venir. Aujourd'hui, avec cette décision, la France rend la position et redonne en quelque sorte la main aux Etats-Unis d'Amérique qui apparaissent — à tort — comme plus modérés sur la question des essais et défenseurs d'une ligne médiane, au point de pouvoir annoncer, dans une quasi-absence de réactions internationales, leur intention d'inclure dans le prochain traité d'interdiction globale des essais une clause permettant les expériences mais de « faible puissance³ ».

Les conséquences sont importantes aussi sur les choix budgétaires de défense : ces essais ne dispenseront pas de lancer le programme de simulation PALEN, estimé à 10,5 GF entre 1995 et 2000 mais dont un parlementaire a récemment écrit « chacun sait bien qu'il coûtera environ le double⁴ ». La campagne annoncée représentera un coût de l'ordre de 3 à 4 milliards

La probabilité de fermeture du plateau d'Albion manifesterà le choix en faveur de la composante nucléaire aéroportée, dont le coût à venir sera sensiblement plus élevé que celui du maintien des missiles S3⁵. Sauf à répartir ces coûts sur les dotations prévues pour l'armée de l'air, les porteurs ne sont actuellement pas programmés ; il faudra donc prévoir une vingtaine de Rafale biplaces supplémentaires⁶. L'ensemble de ces choix implique donc une inversion de l'évolution à la baisse des crédits affectés au nucléaire : entre 1990 et 1995, l'ensemble des crédits consacrés au nucléaire (titre III et titre V) avait diminué environ de moitié, passant de 42,8 GF à 22,4 GF, les décisions récentes vont inverser le mouvement, dans un contexte de difficultés budgétaires⁷. Cette décision coûteuse politiquement et financièrement, doit donc avoir des raisons bien puissantes. Vouloir "prendre une attitude" gauloise n'explique pas tout ; faute d'un logiciel stratégique qui donne sens à cette attitude, il faut bien considérer que le seul objectif déterminant poursuivi c'est la mise au point d'armes nucléaires nouvelles. En effet, dans un monde où la dissuasion nucléaire a changé de place, comme l'a souligné le Livre blanc sur la défense, l'accroissement des armes existantes ne saurait être un objectif adapté. La course, bloc à bloc, est révoquée. Il s'agit bien d'"autre chose" : « Aux frappes massives "anti-cités" des missiles lourds d'hier, devront s'ajouter des armes nucléaires d'un nouveau type, plus précises, plus souples d'emploi et capables de frapper des cibles militaires avec le minimum d'effets collatéraux⁸. » Le Livre blanc sur la défense ayant écarté les thèses de la « dissuasion du fort au fou », on cherche aujourd'hui à réintroduire une dissuasion au « faible dangereux »⁹, que l'on n'hésite pas à situer : « Le sud, démographiquement proliférant, est nécessairement guerrier. »¹⁰

S'il en était ainsi, c'est toute la pensée française qui serait alors subvertie. Ce ne serait pas seulement le moratoire qui serait abandonné, mais une certaine conception de la dissuasion qui faisait la spécificité française.

Jean-Paul Hébert

¹ GALY-DEJEAN R. et *alii*, AN, Doc. n° 847, 15.12.93, p. 12

² DESCHAUX-BEAUME F., AN, Doc. n° 297, 13.10.88, p. 8

³ *Le Monde*, 22.06.95

⁴ BAUMEL J., AN, Doc. n°1563, 05.10.94, p. 31

⁵ Voir « Nucléaire : le débat nécessaire », *Le débat stratégique*, n° 20, mai 1995

⁶ BAUMEL J., Op. cit., p. 30

⁷ Voir « Pour une nouvelle loi de programmation », *Le débat stratégique*, n° 20, mai 1995

⁸ BAUMEL J., Op. cit., p. 17

⁹ BAUMEL, Op. cit., p. 18

¹⁰ GALY-DEJEAN R., in BAUMEL J., Op. cit., p. 49

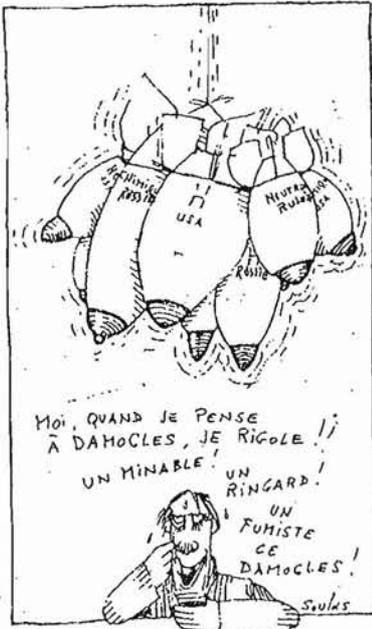
La crise des fondements

Lucien Poirier

Economica, Paris, 1994, 191 p., 145 FF.

Le général Poirier fut un fondateur de la doctrine nucléaire française. Le voici à nouveau en réflexion "fondamentale". Le nouveau contexte mondial l'invite à penser que « la France n'est plus fondée à conserver sa doctrine stratégique de dissuasion nucléaire du faible au fort devenue sans objet... Cette doctrine est frappée de caducité ».

Le théoricien n'en conseille pas moins la « prudence stratégique » : la France devrait adopter des mesures de sûreté par lesquelles les forces nucléaires seraient inertes et, en attendant l'émergence d'un nouvel ennemi « nous n'aurions plus de doctrine de dissuasion effective ». Et de critiquer la position actuelle des dirigeants français : « La conversion de la stratégie nucléaire s'opère donc dans la plus grande confusion. En France, la nouvelle problématique se borne généralement à une ré-évaluation des systèmes d'armes que suggère le progrès technique... » Le général Poirier n'est pourtant pas devenu un adversaire de l'arme nucléaire. Il souhaite même que la France, engagée dans le moratoire des essais nucléaires, se sorte de la « nasse » dans laquelle elle a mis la tête et dont il faudra se dégager lors de la négociation sur le traité de non-prolifération. Il n'empêche que ce livre sera lu avec intérêt par tous ceux qui s'intéressent aux recherches stratégiques.



DISSUASION NUCLEAIRE EN QUESTION

C'est sur ce thème que le Comité spécial des ONG pour le désarmement de Genève et plusieurs organisations françaises (dont l'Appel des Cent) ont rassemblé plus de 300 participants à l'UNESCO le 24 février 1995. La matinée a été consacrée à l'examen de la dissuasion nucléaire sur les plans géopolitique, économique, militaire, ses incidences dans le domaine de la prolifération, de la santé, ses aspects éthique et juridique. L'après-midi, la réflexion a porté sur les alternatives à la dissuasion nucléaire, doctrine mise en place à l'époque de la guerre froide, en appliquant des normes de désarmement et de règlement des conflits au niveau régional, sans faire jouer la discrimination de l'arme nucléaire. Les participants ont également évoqué la conférence de prorogation du Traité de non prolifération en souhaitant qu'elle constitue « un pas en avant et pas seulement la continuation du partage du monde en deux blocs : ceux qui ont l'arme nucléaire et ceux qui ne l'ont pas ». Les actes du colloque sont disponibles à l'Appel des Cent au prix de 50 F.

ONG À NEW-YORK

Le Collectif des ONG présentes à New-York a adopté le 25 avril une importante déclaration "Abolition des armes nucléaires" déjà signée au 16 mai par 210 organisations internationales qui appelle "tous les états - en particulier les puissances nucléaires déclarées et de facto - à prendre des mesures pour abolir au plus vite les armes nucléaires".

"Notre objectif est l'abolition définitive et inconditionnelle de ces armes" concluent les ONG.

ONG :
Organisations
Non
Gouvernementales

UN MONDE SANS ARME NUCLEAIRE

« Beaucoup de ceux qui résistent à l'idée d'un monde sans arme nucléaire (MSAN) admettent qu'il est souhaitable, mais assurent qu'il n'est pas réaliste ». L'ouvrage « Un monde sans arme nucléaire », qui vient tout juste de paraître, répond collectivement à cette objection à travers les contributions de 28 personnalités. Venues de onze pays, représentant une large gamme de disciplines, elles passent au crible les tentatives passées pour éliminer ces armes et analysent « les raisons qu'il y a de croire que les efforts actuels pourraient réussir ». Démontrant l'inanité de la doctrine de la dissuasion nucléaire dans la recherche de la sécurité collective, l'ouvrage explique en quoi « la seule manière d'empêcher la prolifération horizontale » réside « dans la conclusion d'un traité qui les interdise totalement ».

Comme le souligne Albert Jacquard dans l'avant propos : « Même un conflit limité entre deux puissances pourrait aboutir à un hiver nucléaire détruisant l'humanité entière, et, au passage, la plupart des espèces évoluées. Aucun enjeu ne justifie un tel suicide collectif ». Le généticien ajoute « Le seul usage possible de la bombe par un pays comme la France est d'annoncer solennellement qu'elle y renonce ». « Un monde sans arme nucléaire », conférences Pugwash sur les affaires du monde et de la science, édition Transition L'âge de l'homme, 5 rue Férou 75006 PARIS.

LE COÛT DES ESSAIS

Une évaluation

Il n'existe pas d'évaluations précises du coût d'une campagne d'essais. Même le livre documenté de Raymond Tourrain sur l'analyse historique du financement de la dissuasion ne publie pas de données¹. Les chiffres indiqués à la presse sont de « cent millions » par essai, « non compris le prix de la matière première », mais sans qu'on ait une définition plus précise de ce qui est englobé dans ce prix. On peut cependant estimer le coût d'une campagne sachant que le coût des expérimentations est supporté pour un quart par la DIRCEN (direction des centres d'expérimentation nucléaire), pour un quart par les armées, pour la moitié par le CEA² (crédits versés par la DIRCEN pour « la préparation des tirs, les forages et les mesures »³). On connaît le montant de ces crédits versés par la DIRCEN au CEA pour l'année 1989 : 1 375 MF⁴. On aboutit alors à un montant de 2,75 GF pour la campagne 1989. Compte tenu d'une hypothèse de dérive d'environ 9 % (incluant l'inflation) – ce qui n'est pas exagéré étant donné l'importance des systèmes des mesures qui accompagneront cette "dernière" campagne –, on est à presque 5 GF pour les seuls essais, sans amortissement des dépenses d'infrastructures, des dépenses d'équipement et de sécurité. J-P.H

¹ TOURRAIN Raymond, *De la défense de la France à la défense de l'Europe*, Editions CRIPES, Besançon, 1987, 296 pages

² Voir de VILLEPIN X., Sénat, Doc. n° 95, tome IV, 19.11.91, p. 81

³ Voir DESCHAUX-BEAUME F., AN, Doc. N° 297, tome IV, 13.10.88, p. 7

⁴ DESCHAUX-BEAUME F., Ibidem, p. 8



Dessin de Piem
paru dans l'édition
du 13-01-1995 de
« La Croix »

LES CHEMINS DE LA PAIX

Publication de l'Appel des Cent pour la paix
Siège : 17/19 place de l'Argonne
75019 PARIS
Tél. 42.09.23.78 Fax. 42.09.23.50
Abonnement : 50F

nouvelle donne

La délégation de l'Appel des Cent a remis aux représentants des états parties au TNP une lettre insistant sur le fait que les nombreuses transformations qui ont modifié la situation internationale depuis 1976 n'ont pas été sans conséquence sur l'esprit et la lettre du Traité. Pour ces raisons, l'Appel des Cent demandait aux états signataires de se prononcer et s'engager pour l'illégalité et la condamnation de la fabrication, de la possession et de l'utilisation des armes nucléaires ; la mise sur pied, dans le cadre de l'ONU, d'un véritable programme de désarmement nucléaire, universel et contrôlé ; la signature d'un traité d'interdiction totale des essais nucléaires en tirs réels ou simulés en laboratoire.

PERSONNE NE SE PRONONCE CONTRE LA PAIX

Mais tout le monde ne conçoit pas sa sauvegarde de la même manière. Il y a ceux qui pensent qu'elle passe par : **LE DÉSARMEMENT** Et ceux - la plupart des dirigeants des grandes puissances - qui en sont restés au vieux précepte médiéval dominateur : «**SI TU VEUX LA PAIX - PRÉPARE LA GUERRE**»

Le surarmement pour lequel ils dilapident une énorme partie des richesses produites par les hommes, au mépris des besoins de la vie, est essentiellement nucléaire. On sait, depuis la monstruosité d'Hiroshima, qu'il s'agit d'un armement barbare et d'extermination massive on ne peut plus anti-humain.

En France, sous le parapluie d'un prétendu consensus national, ils dissimulent à l'opinion publique le prix de cette nucléarisation militaire et ses conséquences économiques et sociales. Non seulement les médias font le silence sur cette question pourtant cruciale pour l'avenir de l'humanité, mais ils n'admettent aucune contestation et privent de tout droit d'expression les représentants des mouvements pacifistes. Pour vaincre cet ostracisme intolérable, l'Appel des Cent édite

régulièrement une publication à la rédaction de laquelle participent des personnalités de renom et de diverses sensibilités : scientifiques, syndicalistes, écrivains, journalistes, artistes, sociologues, politologues, écologistes, etc...

«Les chemins de la paix», un journal unique en son genre, dont la lecture est indispensable à tout ami de la paix refusant de se résigner à l'ignorance dans laquelle voudraient nous confiner les adeptes de la course aux armements nucléaires et désireux d'être informés sur ce sujet. Connaître la vérité en ce domaine c'est déjà prendre part à la lutte pour la Paix.

Nous vous proposons de rejoindre les nombreux lecteurs des «chemins de la paix» en vous y abonnant collectivement ou individuellement.

Si, comme nous, vous partagez l'appel à la raison d'Einstein : «Il faut substituer à la réaction en chaîne des neutrons la réaction en chaîne de la lucidité» vous ne manquerez pas de nous répondre positivement.

Avec nos sentiments pacifistes les meilleurs, nous vous convions à avancer avec nous sur les chemins de la Paix.

Suzanne PROU
Claude PIÉPLU
Albert JACQUARD
Georges SEGUY

EXIGENCES

«Exiger l'arrêt des essais nucléaires et de la prolifération ainsi que l'abolition universelle et définitive des armes nucléaires dans le monde». C'est ce qu'ont demandé les 200 participants à la rencontre débat du 25 février à Montreuil organisée à l'initiative de 56 organisations françaises.

Dans une résolution adoptée à la fin de la rencontre, les participants déclarent :

«Nous sommes ici rassemblés pour exiger de la France qu'elle signe le Traité d'interdiction définitive des essais, qu'elle abandonne les essais en laboratoire et qu'elle s'engage sur la voie de l'élimination concertée et contrôlée des armes nucléaires.

Nous
avons
publié
les
documents
de
cette
consultation
dans
le
BRS 307
en mars 94.

Nous rappelons que le SNTRS-CGT est signataire de l'APPEL DES CENT.

CONSULTATION NATIONALE :

1er bilan

L'appel des Cent a tiré un premier bilan des 5.000 réponses aux questions posées dans la consultation nationale sur les armes nucléaires.

Des hommes, des femmes, des lycéens aux retraités, des catégories très diversifiées sur les plans socio-culturel et professionnel ont fait connaître leur opinion.

Ces réponses, loin d'être unanimes, traduisent dans les commentaires, l'inquiétude devant la montée de l'intégrisme et des nationalismes, la volonté de supprimer les nuisances écologiques, la peur des réactions de certains pays considérés comme «terroristes». 4730 personnes se sont prononcées pour la condamnation et l'élimination de toutes les armes nucléaires, 205 sont contre et 65 ne savent pas.

Ce premier bilan a été transmis à l'ONU.

6 août
1995

Les très nombreuses organisations, dont la CGT, déjà à l'origine des grandes manifestations des 20 juin et 1er juillet, ont décidé d'engager une campagne "assez d'essais nucléaires !". Elles organisent à Paris, un premier rassemblement, à 14 heures le dimanche 6 août 1995 - date anniversaire du bombardement d'Hiroshima - sur le parvis des Droits de l'Homme (Palais de Chaillot).

HIROSHIMA 6 AOUT 1945 IL Y A 50 ANS... !

Suite à la manifestation du 20 juin à Paris, les organisateurs de cette initiative entendent faire du 50^e anniversaire des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki un nouveau temps fort contre la reprise des essais. Une délégation CGT conduite par Maurice Lamoot se rendra au Japon du 1^{er} au 9 août 1995.

« Par tous les rêves piétinés, par l'espérance abandonnée, à Hiroshima où plus loin, peut-être viendra-t-elle demain, la paix ». Georges Moustaki.



□ Une seule bombe du nom de « Little boy ».

Hiroshima était une ville portuaire de 300 000 habitants au sud du Japon. Ce matin du 6 août 1945 un B-29 américain survole la ville comme bien d'autres avant lui. Mais cette fois, la forteresse volante baptisée « Enola Gay » porte dans sa soute une seule bombe, de la taille d'un ballon de football. Les militaires lui ont donné le nom de « Little boy » (petit garçon).

Il est 8 h 15. Pas le moindre bruit en dehors de celui des moteurs de l'avion. Soudain une lumière jaune éclaire le ciel. Une chaleur suffocante s'abat sur la ville, les bâtiments sont en flammes, des gens sont foudroyés sur place par le feu et les radiations, d'autres se précipitent dans la rivière et la mer pour échapper aux brûlures, un vent terrible balaye tout sur son passage. Puis une pluie noire comme

de l'huile se met à tomber sur les corps calcinés ou atrocement mutilés et sur les ruines fumantes.

Un seul engin vient de libérer une charge destructrice équivalente à 13 000 tonnes de TNP, soit le chargement de 3 250 bombardiers de l'époque.

En quelques secondes 70 000 morts. Des dizaines de milliers de rescapés périront dans les années suivantes après de longues et terribles souffrances.

Les plus « chanceux » des « Hibakusha » (rescapés de la bombe) survécurent mais à quel prix ! La bombe laissera également son poison mortel pour les générations à venir.

Une seconde explosion survient le 9 août 1945 à 11 h au-dessus de Nagasaki. Elle fit autant de victimes dans des conditions aussi abominables.

Le monde horrifié ne prit conscience qu'après coup de la portée de l'événement. Celui-ci ne se résumait pas à la thèse américaine voulant que cet acte monstrueux allait hâter la capitulation japonaise et donc la fin du conflit mondial.

L'homme venait de forger une arme capable d'anéantir toute vie sur la planète.

Il fallut un courage et une lucidité exceptionnels à Albert Camus pour écrire dans « Combat » le 8 août 1945 :

« La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. Devant les perspectives terrifiantes qui s'ouvrent à l'humanité, nous apercevons encore mieux que la paix est le seul combat qui vaille d'être mené... »

Un demi-siècle après Hiroshima, l'humanité n'est pas sortie de ce monde placé sous la menace mortelle du feu nucléaire.

En cinquante ans, au contraire, c'est en spéculant sur l'aspect terrifiant de l'arme nucléaire et à la faveur de la guerre froide, que les deux superpuissances mondiales, les Etats-Unis et l'URSS, suivies de la Grande-Bretagne, de la France et de la Chine se sont lancées dans une course démentielle à la mort.

127 000 armes atomiques

Des sommes considérables ont été englouties au détriment des besoins humains les plus élémentaires. La France pour sa part y a consacré 1 000 milliards de francs jusqu'à ce jour et en moyenne ce sont 25 milliards de francs par an qui sont jetés dans ce gouffre.

Ce surarmement nucléaire ne fit que stimuler l'ensemble des dépenses d'armement atteignant jusqu'à 1 000 milliards de dollars dans le monde à la fin des années 1980.

Pour ne pas rester sur la touche, d'autres pays sont entrés à leur tour dans cette course folle, considérant que la possession de l'arme atomique était le moyen d'accéder au rang de grande puissance.

Depuis Hiroshima, 127 000 armes atomiques ont été construites. Plus de 2 000 essais ont été réalisés pour rendre ces armes encore plus puissantes, plus meurtrières. Les stocks accumulés représentent 1 600 fois la puissance de destruction utilisée lors de la Seconde Guerre mondiale qui fit

« déjà » 40 millions de morts. Une seule arme lancée sur une grande ville ferait aujourd'hui des millions de victimes et un conflit nucléaire majeur laisserait des conséquences irréversibles pour notre planète.

C'est pourquoi on ne peut pas laisser banaliser l'arme nucléaire et son exceptionnelle capacité de destruction et de contamination.

Elle ne peut pas être une arme de défense et de sécurité, encore moins un garant de la paix comme le prétendent les puissances nucléaires qui ont en fait par contre un instrument supplémentaire de domination.

Les nombreux conflits qui s'allument ou perdurent depuis des décennies dans le monde, avec leurs lots de victimes, le démontrent hélas éloquemment.

Dès la fin des années 1940, le combat contre les armes de l'apocalypse a heureusement empêché qu'elles soient utilisées comme cela fut envisagé un moment pendant la guerre de Corée, du Vietnam ou celle du Golfe et contribué à des coups d'arrêt importants dans cette course démentielle.

La CGT peut être fière de s'être engagée, dès l'origine, dans cette bataille aux côtés de savants prestigieux comme Joliot Curie, rédacteur avec le Conseil mondial de la paix, de l'Appel de Stockholm qui recueillit en 1950 quatorze millions de signatures contre cette arme monstrueuse.

A la veille de la commémoration du 50e anniversaire du bombardement des villes d'Hiroshima et de Nagasaki, ce combat prend une acuité particulière.

En effet, en décidant de suspendre les moratoires et de reprendre les essais nucléaires à Mururoa, le président de la République vient de prendre une lourde et grave décision. Elle risque de donner le signal de la relance nucléaire et aggraver encore plus les dangers de la prolifération. C'est une véritable provocation à l'égard des signataires du TNP qui viennent de renoncer officiellement à se doter de l'arme nucléaire le 11 mai dernier à New York.

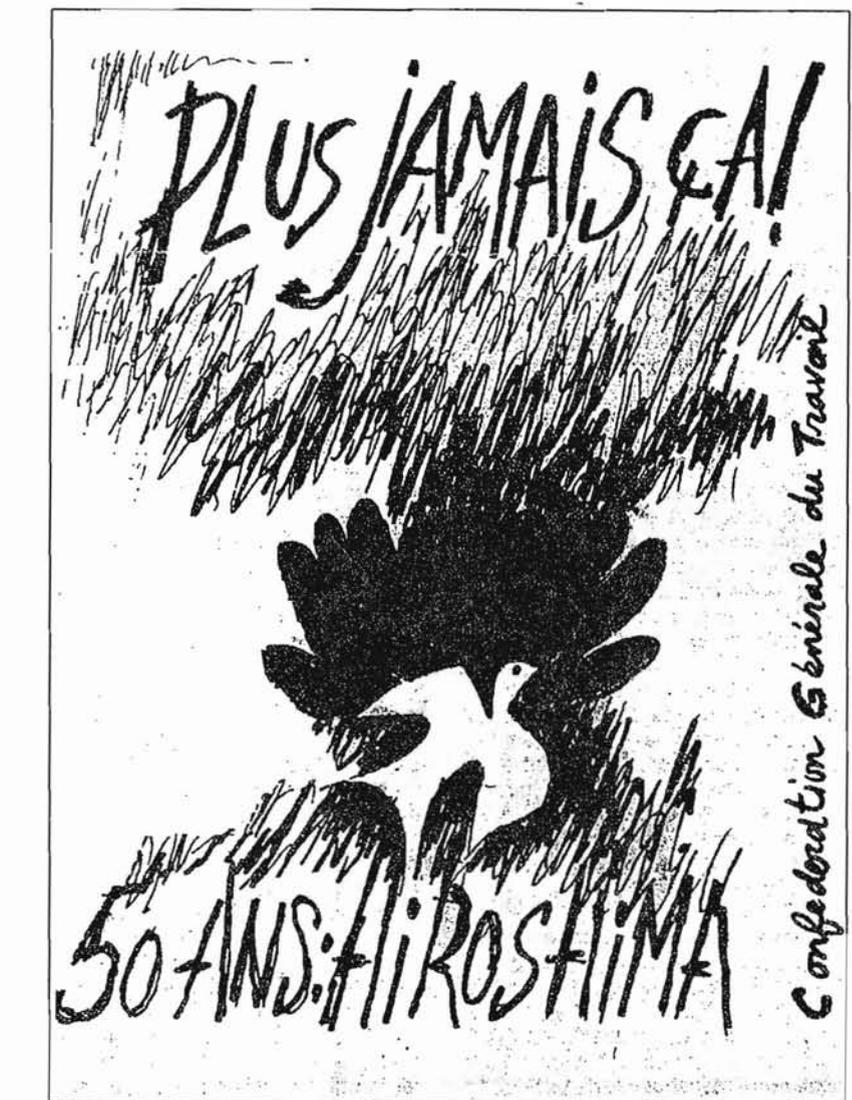
Cette annonce est consternante elle est complètement à l'inverse des besoins de désescalade et de désarmement dont le monde a besoin aujourd'hui. Comment faire croire que la France s'engage « de bonne foi » dans la réduction des arsenaux nucléaires et qu'elle est prête à signer un traité d'interdiction totale des essais avant la fin 1996, alors qu'elle vient après trois ans d'interruption de décider une nouvelle série de tirs dans les atolls du Pacifique.

Le crédit de la France est gravement entamé. La santé et l'environnement des populations océaniques risquent à nouveau d'être perturbés.

Mais les essais posent d'autres questions fondamentales.

Le forçage fait pour la reprise des essais nucléaires par certains experts militaires et hommes politiques concerne « l'usage » de cette arme. Il était admis jusqu'ici qu'il s'agissait seulement d'une arme de dissuasion, de non-emploi.

Or, aujourd'hui, de nouvelles thèses sont mises en avant, à savoir la possibilité de l'utilisation de l'arme atomique sur de futurs champs de



□ La carte-pétition contre la reprise des essais nucléaires à retourner au président de la République.

bataille. D'où la nécessité de mettre au point de nouvelles armes miniaturisées, plus fiables avec des effets mieux adaptés pour des frappes plus chirurgicales, évitant pour l'opinion publique le spectacle d'une hécatombe de millions de morts.

La guerre du Golfe et la désignation d'un nouvel ennemi venu du « Sud » sont à la base de ces raisonnements.

Notre opposition ferme et résolue aux essais à Mururoa ne doit donc pas nous conduire à fermer les yeux sur les dangers aussi grands que recèlent les essais simulés en laboratoire. Leurs finalités sont identiques : préparer les armes du futur avec des investissements démentiels. L'installation du laser Mégajoule à Bordeaux va coûter 6 à 7 milliards et l'ensemble du programme Palen risque d'atteindre les 18 milliards de francs.

Sans aucune retombée pour l'économie régionale et l'emploi, comme le soulignent nos camarades d'Aquitaine. Au contraire, au nom du secret militaire, de hautes technologies seront confisquées pour les œuvres de mort.

Il faut donc redoubler d'effort pour mettre en échec les projets de modernisation et de développement de

l'arsenal nucléaire français qui sont de pures folies.

L'urgence c'est précisément de faire reculer le danger de la prolifération de l'arme atomique et le moyen le plus efficace pour y parvenir est la prohibition universelle de cet armement monstrueux.

Voilà dans quel esprit nous devons préparer la commémoration du 50e anniversaire d'Hiroshima, voilà le message que la délégation CGT délivrera à nos amis japonais à l'occasion de son séjour dans la ville martyre en août prochain.

Notre carte-pétition, notre badge, nos affichettes permettront d'agir dès maintenant contre la reprise des essais français dans le Pacifique et de nous inscrire dans les diverses initiatives qui jalonnent cette année symbole, riche en anniversaires, à commencer par ceux de Hiroshima et de Nagasaki les 6 et 9 août prochains.

Jacques OBRIET
Secteur paix et désarmement

Ne pas
affran-
chir

1945 HIROSHIMA 1995
PLUS JAMAIS CELA !

Monsieur le Président de la République,

Je demande que votre pays :

- arrête définitivement ses essais et agisse au plus vite pour un traité international d'interdiction totale des essais nucléaires,
- s'engage dans un processus de désarmement réel se fixant l'élimination totale des armes nucléaires dans le monde,
- réoriente les crédits d'équipements militaires ainsi dégagés en faveur des productions civiles et besoins sociaux.

NOM : Prénom :
Signature :

MONSIEUR LE PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE
Palais de l'Élysée
75008 PARIS

Confédération Générale du Travail (CGT)

Cette carte pétition est à commander à la FERC-CGT case 544 - 263, rue de Paris à MONTREUIL 93515
Vous pouvez vous renseigner auprès de vos UL ou UD qui ont peut-être fait des commandes en nombre.
Vous pouvez aussi découper la carte de cette feuille ou vous la photocopier et à partir d'un montage l'adresser telle au Président de la République.

REPRISE DES ESSAIS NUCLEAIRES LA CGT EST CONSTERNEE

La CGT est consternée par la déclaration du président de la République qui vient d'annoncer la reprise des essais nucléaires à Mururoa à partir de septembre prochain.

C'est une décision d'une extrême gravité qui va complètement à l'encontre des progrès, encore limités mais réels, réalisés ces derniers temps en matière de désescalade nucléaire.

En effet depuis trois ans, hormis la Chine, toutes les puissances nucléaires avaient décrété des moratoires sur leurs essais atomiques.

Après de longues négociations, la quasi-totalité des membres de l'Onu s'étaient mis d'accord le 11 mai 1995 à New York pour proroger le traité de non-prolifération des armes nucléaires.

Cet engagement était assorti d'une déclaration réaffirmant la volonté des puissances nucléaires d'œuvrer pour une réduction progressive des armes nucléaires, dans la perspective de leur élimination future. Les mêmes Etats s'engageaient à mettre au point un traité d'interdiction totale des essais, au plus tard fin 1996. La décision de la France, qui vient de renier ses engagements, est une véritable provocation à l'égard de la Communauté internationale.

La reprise des essais dans le Pacifique n'a aucune justification en matière de sécurité.

Par contre, elle risque d'encourager certains pays qui ne manqueront pas de se servir de la décision française pour justifier leurs tentatives d'équipement en armes nucléaires.

Plusieurs milliards vont à nouveau être dilapidés dans une course insensée aux armements, alors que tant de besoins et problèmes sociaux ne sont pas résolus.

La CGT n'acceptera pas, sans réagir, les mesures annoncées par le président de la République et elle est prête, dès maintenant, à répondre à toutes les initiatives pour mettre en échec la reprise des essais.

Montreuil, le 14 juin 1995

RÉTROSPECTIVE

Une cinquantaine bien marquée

→ 1945 - Explosion de la première bombe atomique américaine à Hiroshima (6 août) et Nagasaki (9 août).

→ 1950 - Appel de Stockholm pour « l'interdiction absolue de l'arme atomique » (500 millions de signatures dont 14 en France).

→ 1956 - Création, sous l'égide de l'ONU, de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

→ 1960 - Première bombe « A » française dans le Sahara (Reganne); la « H » explosure en 1968 en Polynésie (Mururoa).

→ 1961 - Mise en place d'un comité de désarmement réunissant 18 pays (pas la France).

→ 1963 - Traité de Moscou sur l'arrêt des essais nucléaires dans l'atmosphère signé par 67 pays (pas la France).

→ 1967 - Accord de Tételolco sur

l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine.

→ 1968 - Accord sur la non-prolifération des armes nucléaires, aujourd'hui ratifié par 167 pays (la France le signe en 1991).

→ 1972 - USA et URSS décident de limiter certains armements (SALT 1). Un nouvel accord (SALT 2) renforce ce traité en 1979.

→ 1985 - Traité de Rarotonga sur la dénucléarisation du Pacifique Sud.

→ 1987 - Les fortes manifestations pacifistes empêchent le déploiement des « euromissiles » (Pershing, Cruise, SS 20).

→ 1991 - Accord américano-soviétique (START) sur la réduction de 1/4 des arsenaux stratégiques.

→ 1992 - La Grande-Bretagne, la France, les États-Unis et la Russie suspendent leurs essais d'armes nucléaires.

→ 1993 - La convention de Paris (137 pays) interdit le développement, le stockage et l'utilisation d'armes chimiques.